cese
Conseil économique social et environnemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

Avis adopté
Séance plénière du 28 octobre 2026

Evolution *démographique* : quels défis et quels leviers pour les politiques publiques

Rapport annuel sur l'état de la France 2026

Déclaration du groupe Santé, Citoyenneté et Solidarités

L'adoption du premier RAEF de la mandature atteste de notre capacité à adopter des avis sans remettre en cause ce qui fait la marque de fabrique du CESE : un consensus exigeant et fécond.

Le focus retenu démontre que la rupture démographique de notre pays ne peut plus nier la question de la robustesse et de l'évolution de notre système productif pour produire suffisamment de richesse et de valeurs à partager, pour financer nos services publics, la transition écologique et assurer la pérennité, la soutenabilité, la solidarité de notre protection sociale.

L'évolution démographique, épidémiologique, l'effondrement de la biodiversité, les nécessités environnementales, les ruptures technologiques nous imposent de questionner la manière de faire société, et de repenser, en France et l'Europe, nos souverainetés et nos interdépendances.

Notre responsabilité est d'éclairer le débat public afin que les décisions soient arbitrées démocratiquement pour réinterroger les mécanismes socio fiscaux de financement de nos communs qui doivent répondre aux besoins de la cohésion sociale, des 1000 premiers jours à l'avancée en âge, l'éducation, la formation, le logement, le handicap, la dépendance, la santé, la lutte contre la pauvreté, ...

Le statu quo n'est ni possible, ni souhaitable.

Le RAEF éclaire de manière lucide l'obligation impérieuse de prioriser nos investissements en veillant à ne pas transférer les dettes budgétaires et écologiques aux générations futures.

Nous avons besoin d'une planification concertée, réellement débattue avec toutes les citoyennes et tous les citoyens, les partenaires sociaux, les acteurs économiques, le mouvement social, les élus locaux, l'Etat… pour s'accorder sur nos objectifs et la trajectoire pour les atteindre.

La territorialisation des politiques publiques sera une condition de leur efficacité, de leur légitimité démocratique et de leur capacité à réduire durablement toutes les inégalités.

Nous devons avoir le courage de faire rayonner ce débat, en acceptant de débattre sans tabous ni totem.

Notre assemblée démontrera alors son utilité au dehors.

Le groupe Santé, Citoyenneté et Solidarités a voté en faveur le RAEF.

9, place d'Iéna – 75775 PARIS CEDEX 16 · 01 44 43 60 00 · communication@lecese.fr